

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
1 rue de la Cité-Administrative  
Cité administrative, Bât. G  
BP 80002 - Cedex 9  
31074 Toulouse

Nîmes, le 22 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SANOFI-CHIMIE**

route d'Avignon  
30390 ARAMON

Références :

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement SANOFI-CHIMIE implanté route d'Avignon 30390 ARAMON. L'inspection a été annoncée le 10/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SANOFI-CHIMIE
- route d'Avignon 30390 ARAMON
- Code AIOT dans GUN : 0006600432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

L'usine SANOFI CHIMIE à Aramon, créée en 1963, produit près de 700 tonnes par an de principes actifs médicamenteux, essentiellement destinés à un usage pharmaceutique. La production s'effectue selon trois types de procédés : la synthèse organique, l'extraction végétale et l'hémi-synthèse, et la biochimie.

Sur les 85 hectares du site, les installations industrielles en occupent 20 et se répartissent sur une quarantaine de bâtiments. Le site est situé à 2 km d'Aramon et emploie environ 900 salariés (dont près de 150 sous-traitants).

Le site relève des deux directives européennes suivantes :

- \* Directive SEVESO (statut Seuil Haut) de par le dépassement direct des seuils des rubriques ICPE relatives au stockage et à l'emploi de substances toxiques aiguës, de produits dangereux pour l'environnement aquatique ou encore de substances ou mélanges cancérogènes spécifiques ;
- \* Directive IED (émissions industrielles) de par les activités de fabrication par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, et l'élimination ou valorisation de déchets dangereux dans une installation de co incinération.

Le site fait l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé par arrêté préfectoral du 16 janvier 2013.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Point 1 / Unité de secours de traitement des COV : récolement à l'arrêté préfectoral n°18-113N du 22/08/2018 prescrivant la mise en place opérationnelle de l'unité de traitement de secours des COV ;
- Point 2/ Mise en conformité de l'émissaire associé à l'évent hydrogène du réacteur 19GCE650 - procédé Gamithromycine :
  - Suivi des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-060-DREAL venant prolonger l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°19-39N
  - Suivi des échéances de l'arrêté préfectoral n°2021-061-DREAL.

**Documents de référence :**

**Point 1/**

- Porter à connaissance – janvier 2021 – relatif à la mise en place d'une unité de secours de traitement des COV à l'échelle industrielle
- Rapport de qualification de performance de l'unité de secours de traitement des COV daté du 26/10/2021
- Rapport d'exploitation de l'unité de co incinération du 23/02/2022

**Point 2/**

- Rapport SANOFI, indice VF daté du 25/02/2022, présentant l'étude technique pour le traitement des COV de l'évent hydrogène de la Gamithromycine
- Rapport de tierce expertise, GINGER BURGEAP, de l'étude technico-économique de réduction des émissions de COV issus de la fabrication d'un principe actif daté du 30/03/2022 référencé « CACISE213433/RACISE04729-02 »
- Rapport AECOM sur le « Suivi des COV dans l'air ambiant lors du fonctionnement normal de l'incinérateur - Campagne d'octobre 2021 » daté du 10/01/22 référencé « AIX-RAP-21-12742B ».
- Rapport Explorair « campagne de mesures des émissions de COV du 19GCE650 en sortie de colonne 19DGS910 Gami daté du 19/11/21
- Dossier AIR référencé ED/DLU/HSE.19.196, daté du 17 décembre 2019

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle



- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Unité de secours de traitement des COV	AP Complémentaire du 22/08/2018, article 2	/	Sans objet
Unité de secours de traitement des COV	AP Complémentaire du 22/08/2018, article 3	/	Sans objet
Unité de traitement COV de secours	AP Complémentaire du 22/08/2018, article 4	/	Sans objet
Solution technique de traitement de l'évent hydrogène (non conforme DCM)	AP de Mise en Demeure du 31/08/2021, article 1	/	Sans objet
Limitation flux DCM évent hydrogène (non conforme DCM)	AP Complémentaire du 22/10/2021, article 1	/	Sans objet
Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 22/10/2021, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a pour objectif premier de procéder au recollement à l'arrêté préfectoral n°18-113N du 22/08/2018 prescrivant la mise en place opérationnelle de l'unité de traitement de secours des COV venant en relai en cas de panne de l'unité de co-incinération. Cet arrêté fixe notamment à 96 heures le délai maximal de bascule sur le secours, en cas de panne prolongée de l'unité de co-incinération, les unités pouvant, dans ces conditions, être maintenues en fonctionnement. Ce projet a fait l'objet d'un porter à connaissance déposé en janvier 2021.

Les éléments apportés à l'inspection justifiant la bonne marche de l'unité de secours de traitement des COV au charbon actif n'appellent pas de suites complémentaires de l'inspection dans le cadre du récolement à cet arrêté. Les constats classés "sans suite" sont détaillés ci-après.

Également, en parallèle, suite au plan d'actions de réduction des émissions de composés organiques volatils (COV) dont les COV présentant des enjeux santé-environnement mis en œuvre sur le site d'Aramon, un émissaire reste aujourd'hui non conforme aux niveaux d'émissions maximums prévus par l'arrêté ministériel du 2/2/1998 pour une substance (DCM ou dichlorométhane). Ce dépassement est lié à la complexité de mise en œuvre d'une solution technique de traitement d'un rejet canalisé chargé en hydrogène. En effet, la présence d'hydrogène engendre l'existence d'un risque d'explosion et dans ces conditions, cet émissaire ne peut être connecté au collecteur COV du site qui dirige les effluents atmosphériques vers l'unité de traitement thermique. L'inspection porte ainsi sur ce deuxième point, via le suivi des échéances réglementaires des arrêtés en cours suivants encadrant la mise en conformité de ce rejet et renforçant les dispositions de surveillance environnementale qui y sont associées :

- l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-060-DREAL fixant une échéance de mise en conformité au 1er mars 2022 ;
- l'arrêté préfectoral n°2021-061-DREAL du 22/10/2021 pris en parallèle de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-060-DREAL sus-cité afin :
  - a. de limiter le flux annuel de DCM émis à cet émissaire en relation avec les capacités de production du site,
  - b. d'imposer la mise en place d'une surveillance environnementale pérenne de la présence du DCM dans l'air ambiant, pour s'assurer que le niveau de qualité de l'air dans l'environnement ne dépasse les valeurs repères permettant d'assurer l'absence de risque préoccupant associé à ces rejets.

L'inspection constate dans ce cadre le respect des échéances relatives à ces deux arrêtés avec en particulier :

- la détermination effective d'une solution technique pour le traitement efficace des émissions de DCM à l'émissaire relevé non conforme (solution validée par tierce expertise) ;
- la mise en place d'une surveillance environnementale pérenne autour du site accompagnée d'une analyse avec l'évaluation des risques sanitaires menée sur le site.

Les constats correspondants classés "sans suite" sont détaillés ci-après.

Enfin, fort de ces constats de poursuite des actions menées sur la réduction des émissions des COV sur le site d'Aramon, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le dossier général « AIR » d'évaluation et de maîtrise des rejets atmosphériques de son établissement initié en 2018, dont la dernière version transmise à l'inspection suite à la visite du 20 janvier 2020 est référencé "ED/DLU/HSE.19.196" et daté du 17 décembre 2019.

### 2-4) Fiches de constats



**Nom du point de contrôle :** Unité de secours de traitement des COV

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/08/2018, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en place d'un traitement de secours des composés organiques volatils (COV)  L'exploitant met en place un traitement de secours des COV afin de répondre aux exigences réglementaires portant sur la qualité des effluents gazeux émis à l'atmosphère en cas d'indisponibilité de l'unité de co-incinération en dehors des périodes d'arrêt des installations de l'établissement. La mise en place de l'installation de traitement de secours des COV est séquencée selon les 3 différentes phases détaillées ci-dessous : [...] Phase 3 : Phase industrielle L'unité de traitement de secours est opérationnelle au 1er janvier 2020 au plus tard. Les conditions générales de rejet de cette unité de traitement de secours sont conformes aux performances définies lors de la phase 2 citée ci-dessus.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le rapport daté du 26/10/2021 de requalification de l'unité de secours de traitement des COV, déclarant l'unité fiabilisée et opérationnelle depuis le 25/06/2021. Les qualifications de performance (QP) ont été menées du 25/06 au 16/07/2021 pendant lesquelles les charbons ont été sollicités en conditions réelles sur plusieurs cycles selon les conditions opératoires conformes au dimensionnement constructeur.  Les valeurs limites d'émission des COV spécifiques après traitement du flux ont été confirmées respectées en sortie d'unité, ainsi que les rejets en phase de séchage du charbon. L'exploitant a mis en place une surveillance perenne de l'unité via l'installation d'un détecteur à ionisation de flamme assurant le suivi de la performance de l'unité.  Les éléments apportés par l'exploitant précisant la bonne marche de l'unité de traitement des COV au charbon actif n'appellent de remarques complémentaires de l'inspection.  Le charbon n'a à ce jour pas encore été remplacé. Une analyse réalisée en externe par le fournisseur fin 2021 justifie son intégrité. En prévision de la saturation du charbon, l'exploitant stocke sur son site depuis la mise en œuvre de l'unité une charge de rechange de l'ensemble du charbon nécessaire (soit 30 tonnes), et prévoit de faire régénérer les 30 tonnes de charbon qui seront saturées, par le fournisseur. Cette charge régénérée constituera alors dès son retour sur site la nouvelle charge de rechange disponible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Unité de secours de traitement des COV

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/08/2018, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion arrêts et indisponibilités

**Prescription contrôlée :**

Gestion des arrêts et indisponibilités :

En cas d'arrêt ou d'indisponibilité de l'installation de co-incinération :

- Le délai de mise en service de l'installation de secours suite à l'arrêt du co-incinérateur ne doit pas dépasser 96 heures.
- L'exploitant ne démarre pas et ne reprend pas de fabrication ou réaction mettant en œuvre du dichlorométhane ou tout autre composé organique visé aux articles 27.7.b et 27.7.c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié avant que le dispositif de traitement des COV de secours ne soit connecté et en état de fonctionner.
- L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées une traçabilité entre planning de production, indisponibilité de l'incinérateur et utilisation du dichlorométhane ou tout autre composé organique visé aux articles 27.7.b et 27.7.c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

**Constats :** L'exploitant a établi une procédure référencée ARAMN-PROC-001069 encadrant la bascule sur l'unité de secours de traitement des COV dans le délai maximum de 96h en cas d'indisponibilité de l'unité de traitement COV site. Cette procédure est intégrée au système de gestion de la sécurité du site - volet maîtrise des procédés, au sein de l'outil interne site GEODE.

Cette procédure intègre également le non redémarrage de fabrication ou réaction mettant en œuvre du dichlorométhane ou tout autre composé organique visé aux articles 27.7.b et 27.7.c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié avant que le dispositif de traitement des COV de secours ne soit connecté et en état de fonctionner.

Enfin, l'inspection s'est également assurée que l'exploitant tient à disposition la traçabilité du planning de production avec les COV mis en œuvre, planning pouvant être mis en parallèle avec l'historique des (in)disponibilités des unités de traitement des COV.

L'exploitant justifie que la procédure de bascule sur l'unité de secours de traitement des COV a été mise en œuvre le 9/3/2022 suite au diagnostic de panne supérieure à 96h de l'unité de co-incinération (panne sur ventilateur). Sur cet événement, l'unité de secours a pris le relai après 0,5 jours d'absence de traitement des COV, et a fonctionné pendant 6,3 jours, avant reprise du traitement par l'unité de co-incinération. Le site fonctionnait à cette date avec toutes les productions et la surveillance à l'émission de l'unité de secours n'a montré aucune non-conformité.

L'exploitant précise en complément qu'il est prévu une maintenance spécifique sur cette unité qui est amenée à ne fonctionner que ponctuellement, afin d'en garantir son bon fonctionnement et son efficacité dans le temps : tests à vide, maintenance et analyse caractéristique charbon périodiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Unité de traitement COV de secours

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/08/2018, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositions particulières : L'exploitant réalise, sous un an, une campagne de mesures des COV dans l'environnement en phase de fonctionnement de l'incinérateur. L'exploitant prévoit également, dans les meilleurs délais, une campagne de mesures des COV dans l'environnement, lors d'une phase programmée d'utilisation de l'installation de secours de traitement des COV. Les résultats sont comparés aux hypothèses prises en compte dans l'évaluation des risques sanitaires susvisée et transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> En application de l'article 4 de l'APC du 22/08/2018, l'exploitant a réalisé les campagnes de mesure de COV dans l'environnement suivantes :  - En septembre 2019 et novembre 2020, lors du fonctionnement normal de l'unité de co-incinération : les résultats de ces campagnes montrent que la qualité de l'air ambiant au voisinage du site d'Aramon est également compatible avec les usages constatés dans cette configuration de fonctionnement, et confirment les résultats de l'évaluation des risques sanitaires (ERS) pour les rejets atmosphériques en COV du site, réalisée en janvier 2020 ;  • En juillet 2021, lors d'une phase programmée d'utilisation de l'installation de traitement de secours des COV mise en place début 2021 afin de traiter les COV en cas d'arrêt ou d'indisponibilité de l'unité de co-incinération : les résultats de cette campagne montrent que la qualité de l'air ambiant au voisinage du site d'Aramon est également compatible avec les usages constatés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Nom du point de contrôle :</b> Solution technique de traitement de l'évent non conforme DCM
<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude événement H - Gami
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant détermine la solution technique sous 6 mois au plus tard à compter de la notification du présent arrêté, garantissant un traitement efficace des émissions de DCM. Cette solution est accompagnée d'une tierce expertise. [...]</p> <p>L'ensemble des éléments (solution technique et tierce expertise) est transmis à l'inspection des installations classées sous 6 mois. [...]</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courrier du 25/02/2022 l'étude de faisabilité technico-économique pour le traitement des COV issus de la production de Gamithromycine (rapport VF du 25/02/2022). Cette étude retient, après analyse des solutions compatibles, la technique de traitement par absorption/ désorption au Genosorb (huile non classée au titre des ICPE) pour mettre en conformité les émissions issues de la production de la Gamithromycine depuis la colonne d'abattage 19DGS910. L'unité retenue dans l'étude dispose d'un événement sur la colonne d'absorption rejetant l'hydrogène dans l'air et d'un événement en sortie de la colonne de désorption connectée au collecteur de COV général site vers l'unité de traitement COV site.</p> <p>Cette solution est accompagnée d'un rapport de tierce expertise réalisé par le bureau d'études BURGEAP daté du 30/03/2022, qui conclut que l'absorption-désorption au Genosorb est la solution la plus adaptée à la situation. Le rapport précise que les recommandations présentées par l'exploitant sont également adaptées avec notamment la nécessité d'effectuer des études sur le comportement du Genosorb dans l'objectif de déterminer sa performance sur l'ensemble des COV concernés.</p> <p>L'exploitant complète en inspection ce point en explicitant que :</p> <p>1/ Des études sur le comportement du Genosorb face aux COV concernés ont depuis été menées en laboratoire et ont permis de conforter le dimensionnement et la performance de la technologie ;</p> <p>2/ Les caractéristiques du Genosorb seront surveillées en cours d'exploitation avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la vérification périodique de ses caractéristiques via un prélèvement et une analyse confiée au fournisseur produit ;</li> <li>- un suivi interne de son pH ;</li> <li>- un remplacement préventif périodique.</li> </ul> <p>Le tiers expert émet une alerte sur la tenue de la concentration seuil à 20 mg/Nm3 pour le paramètre DCM en sortie de l'unité d'absorption/désorption (événement sortie hydrogène cité ci dessus), directement lié au respect de la valeur du rendement de l'unité fixé à un taux très élevé de 98,99%. Des dépassements ponctuels sur le paramètre DCM ne sont, selon lui, pas à exclure dans ces conditions malgré l'engagement du fournisseur sur ce haut rendement. Cependant, le tiers expert nuance ce constat en précisant qu'il est directement lié à la prise en compte d'hypothèses en concentration majorantes en entrée d'unité au regard de la situation existante.</p> <p>A ce stade, l'exploitant n'identifie pas de retard sur le calendrier prévisionnel de mise en place de la nouvelle unité.</p> <p>L'inspection relève dans ces conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nécessité de prévoir une surveillance des émissions associées à l'événement sortie hydrogène de la nouvelle unité pour s'assurer de la performance de la colonne d'absorption et du respect de la valeur limite d'émissions réglementaire pour le DCM ;</li> <li>- les hypothèses de calcul retenues sur la fabrication de Gamithromycine : 100 batchs annuels de 16h chacun.</li> </ul> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observations complémentaires de l'inspection à ce stade, ils pourront être actés prochainement dans un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Limitation flux DCM eventH-Gami**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/10/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Flux DCM
<b>Prescription contrôlée :</b> Limitation du flux annuel à l'émissaire « évent hydrogène du 19GCE350 » sur le procédé gamithromycine : Le flux annuel de DCM moyen à l'évent d'hydrogène du 19GCE350 sur le procédé gamithromycine est limité comme suit : année 2021 – 13 tonnes [...]
<b>Constats :</b> Sur la base du rapport de la société Explorer (transmis par mail de l'exploitant du 12/04/2022) « campagne de mesures des émissions de COV du 19GCE650 en sortie de colonne 19DGS910 Gami » daté du 19/11/2021, suite aux mesures réalisées en date du 13 au 15/10/2021, l'extrapolation des données sur la quantité de DCM permet de justifier un flux annuel 2021 de DCM inférieur à 13 tonnes.  En effet, cette campagne 2021 mesure un flux à 2177 g/h de DCM sur 16 heures avec 50 lots par an (2 parties par lot). Par extrapolation sur une année ( $2177 \times 16 \times 50 \times 2$ ) on obtient un flux de 3.48 tonnes en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Surveillance environnementale**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/10/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure des impacts sur l'environnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en place d'une surveillance environnementale pérenne : L'exploitant réalise de manière pérenne une campagne annuelle de surveillance de l'environnement visant à caractériser l'impact des émissions de composés organiques volatils – COV, utilisés et émis (de manière diffuse ou canalisée) et envisagés dans l'ERS.  Les polluants visés par cette surveillance environnementale sont notamment : le dichlorométhane, le méthyl tert-butyl éther – MTBE, le N,N-diméthylformamide - DMF, le diméthylacétamide - DMAC, le monochlorobenzène, la pyridine, le diéthyleamine, l'iodure de méthyle, le toluène, l'acétonitrile et l'isopropanol – IPA. Les autres COV détectés par les systèmes de prélèvement sont également intégrés à cette surveillance.  La surveillance de ces substances est mise en œuvre sous 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle se base sur le guide INERIS DRC-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé.  La surveillance environnementale doit s'effectuer en priorité dans les matrices environnementales exposant directement la population par les voies d'inhalation (air extérieur) faisant l'objet de valeurs de gestion publique (valeur réglementaire air extérieur, objectif de qualité air extérieur, , etc.). En cas d'impossibilité technique, des mesures de surveillance de polluants atmosphériques dans les milieux directs d'exposition sans référence à des valeurs de gestion publique ou de surveillance dans des compartiments n'exposant pas directement les populations (retombées, bio-indicateurs, etc.) peuvent être utilisées. Les campagnes de mesures de cette surveillance sont effectuées par un organisme tiers agréé, en accord avec l'inspection des installations classées.

**Constats :** Pour rappel, des campagnes de mesures de Composés Organiques Volatils (COV) dans l'air ambiant au voisinage du site ont été réalisées en 2017, 2019, 2020 et 2021 :

- En décembre 2017, dans le cadre d'un fonctionnement dégradé de l'unité de co-incinération (les rejets se faisant alors par la cheminée de décharge et non par la cheminée principale). Cette campagne de mesures a montré que la qualité de l'air ambiant au voisinage du site d'Aramon était compatible avec les usages constatés et a confirmé les résultats de l'Évaluation des Risques Sanitaires (ERS) réalisée en 2017 pour 2 scénarios (120 jours et 240 jours d'arrêt de l'incinérateur) ;

- En septembre 2019 et novembre 2020, lors du fonctionnement normal de l'unité de co-incinération, et juillet 2021 lors d'une phase programmée d'utilisation de l'installation de traitement de secours des COV mise en place début 2021, conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°18-113N du 22 août 2018. (cf constat ci dessus).

Enfin, la dernière campagne a été menée du 29 septembre au 6 octobre 2021 et répond aux prescriptions de l'arrêté du 22/10/2021, unité de co incinération en fonctionnement avec productions en cours sur les installations associées aux événements hydrogène. Les résultats présentés dans le rapport AECOM du 10/01/22 référencé "AIX-RAP-21-12742B" exposent que les résultats obtenus lors de cette campagne de prélèvement indiquent que la qualité de l'air ambiant au voisinage du site d'Aramon est compatible avec les usages constatés lors du fonctionnement normal de l'unité de co-incinération. En l'absence de valeurs guides réglementaires et de critères pour la protection de la santé humaine pour l'ensemble des composés détectés dans l'air ambiant, une Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) a été menée. Cette étude a considéré les concentrations mesurées en septembre / octobre 2021, les usages constatés autour du site (habitations, locaux professionnels et loisirs) ainsi que les Valeurs Toxicologiques de Référence (VTR), permettant de quantifier la toxicité des composés par inhalation et pour différentes durées d'exposition. Cette EQRS a montré que, sur la base des données disponibles, les niveaux de risques sur la santé attribuables aux COV émis par le site de SANOFI à Aramon lors du fonctionnement normal de l'unité de co-incinération, sont inférieurs aux valeurs de référence pour les récepteurs les plus proches du site, que ce soit pour une exposition chronique ou subchronique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet